

[print](#)

Le FMI ou l'asphyxie du choix unique

De [Jérôme Duval](#)

Global Research, avril 27, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-fmi-ou-lasphyxie-du-choix-unique/5379449>

Au cours de cette série, l'histoire tumultueuse du FMI en Ukraine est décryptée depuis le déclenchement de la crise de 2007/2008 jusqu'à aujourd'hui, avec une attention particulière sur la période post-insurrectionnelle de 2014. Le plan d'endettement approuvé au forceps par le gouvernement non élu à l'issue du mouvement révolutionnaire est une aubaine pour l'institution et lui permet de renforcer ses recettes capitalistes dans l'ancienne Union soviétique.

Le nouveau gouvernement de latseniouk, une aubaine pour le FMI

Les événements insurrectionnels survenus en Ukraine en février 2014, offrent une opportunité rêvée pour le FMI de reprendre la mainmise sur la politique ukrainienne, afin d'imposer à la population ses politiques directement issues du « consensus de Washington » (qui désigne la thérapie de choc appliquée à l'ensemble des pays du Sud au lendemain de la crise de la dette du tiers-monde de 1982).

Pour l'actuel Premier ministre Arseni latseniouk, il n'existerait aucune alternative aux diktats du FMI. Déjà en octobre 2008, lorsqu'il était alors président du Parlement, latseniouk déclarait à propos du programme du FMI : « Nous n'avons pas le choix. Ce n'est pas une question de politique, c'est une question vitale pour l'activité du pays ». [\[1\]](#) Cinq ans et demi plus tard, en mars 2014, latseniouk, devenu Premier ministre du gouvernement transitoire, affirme à propos d'un imminent programme d'austérité du FMI : « Le gouvernement répondra à toutes les conditions fixées par le FMI, parce que nous n'avons pas d'autre choix. » [\[2\]](#)

Pressions diplomatiques et empressement du FMI pour de nouveaux prêts en échange de contre-réformes

Le 21 février 2014, au lendemain des violents affrontements entre les manifestants et la police qui ont fait au moins soixante morts à Kiev, Standard & Poor's abaisse à "CCC" (ultra spéculatif et proche du défaut de paiement) la note de la dette souveraine ukrainienne. L'agence de notation étasunienne craint que le pays ne puisse rembourser ses créanciers : le soutien financier de la Russie a été suspendu en janvier et l'Ukraine doit encore rembourser d'anciens crédits arrivant à échéance, dont ceux du FMI. Le 23 février, Christine Lagarde confirme, depuis Sydney où elle participe à une réunion des gouverneurs des banques centrales du G20, que l'organisation qu'elle préside est disposée à aider l'Ukraine si le pays en formule la demande. Dans la foulée, elle publie un communiqué commun avec le secrétaire au Trésor des États-Unis, Jack Lew, dans lequel ils estiment que « l'Ukraine a besoin d'un soutien à la fois multilatéral et bilatéral pour un programme de réformes ». Une fois de plus, le FMI unit sa voix à celle de son actionnaire majoritaire et montre à nouveau son déficit démocratique. Les 25 et 26 février, à la veille de l'installation du nouveau gouvernement, des délégués du département du Trésor étasunien et des conseillers économiques de la Maison blanche accompagnent le secrétaire d'État adjoint, William Burns, en Ukraine [\[3\]](#). Compte tenu du fait que le président Viktor Ianoukovitch est en fuite (il quitte la capitale dans la nuit du 21 au 22 février) et que le nouveau gouvernement n'est pas encore formé, cet empressement du FMI et l'incessant ballet diplomatique

étasunien constituant dès lors une ingérence flagrante dans les affaires d'État.

Le 27 février, le FMI indique avoir reçu, suite au vote du Parlement instituant un gouvernement de transition, une demande d'aide officielle de l'Ukraine. "Nous sommes prêts à y répondre", s'est empressé sa directrice générale Christine Lagarde, avant de dépêcher une mission du Fonds conduite sur place dès le 4 mars par Nikolay Gueorguiev. [4] Le FMI répond ainsi à l'appel d'Arseni Iatseniouk, qui trois jours auparavant, avant même qu'il soit nommé premier ministre par intérim, avait déclaré, le 24 février : « Nous avons besoin d'une aide financière urgente de la part de nos partenaires européens et il faut reprendre immédiatement le programme de coopération avec le FMI ». [5] Iatseniouk estimait alors à 35 milliards de dollars (quelques 25 milliards d'euros) pour les deux prochaines années, les besoins de Kiev pour rembourser sa dette [6] et faire face à la crise profonde du pays au bord de la cessation de paiement [7]. Mais la somme nécessaire pourrait encore augmenter si on prend en compte les milliards de dollars que Iatseniouk soupçonne avoir été dérobés par l'ancien régime pour être mis sur des comptes off-shore. "*Le trésor national a été pillé*", accuse-t-il. Si tel est le cas, les Ukrainiens sont en droit de réclamer à la Suisse et aux autres pays complices (comme la City de Londres ou la France) qu'ils restituent à l'Ukraine les avoirs soi-disant gelés de l'ancien président en fuite et ceux d'autres hauts fonctionnaires responsables de détournements de fonds publics [8].

Nouvellement investi Premier ministre, Arseni Iatseniouk se dit prêt à mettre en place des "mesures extraordinairement impopulaires" pour arriver à stabiliser les finances. « Les comptes publics sont vides, tout a été volé. Je ne promets pas d'amélioration, ni aujourd'hui ni demain ». [9] Nous voilà averti. Sa détermination est telle que, de retour de Kiev, le directeur du département Europe du FMI Reza Moghadam, affirmera après l'avoir rencontré : "Je suis positivement impressionné par la détermination des autorités, leur sens des responsabilités et leur engagement à un programme de réformes économiques et à la transparence". [10] Le terrain serait-il mûr pour un plan d'austérité à la grecque ?

Jérôme Duval

Partie 1



[Le FMI activement présent en Ukraine depuis 1994 ne veut pas entendre parler de hausse de salaire](#), 06 avril 2014

Partie 2



[Le FMI poursuit sa route en Ukraine\(partie 2\)](#), 12 avril 2014

Notes

[1] "We have no choice. It is not a political issue, it is an issue of the country's vital activity." Yatsenyuk : Parliament will adopt unpopular conditions in exchange for IMF aid, Oct. 27, 2008. <http://www.kyivpost.com/content/ukr...>

[2] "The government will meet all the conditions set by the IMF, because we have no other choice," Yatsenyuk said during a meeting with members of the European Business Association (EBA). Ukraine vows to meet IMF loan conditions, Xinhua, March 3, 2014 http://www.china.org.cn/world/Off_t...

[3] Reuters, 24 février 2014 : *Des conseillers économiques avec William Burns en Ukraine*. <http://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRL6N0LT3FY20140224>

[4] Initialement prévue jusqu'au 14 mars, la mission sera prolongée jusqu'au 21 mars puis jusqu'au 25 mars. Ukraine : Arseni Iatseniouk dirigera un "gouvernement de kamikazes", La Tribune, 27/02/2014. <http://www.latribune.fr/actualites/...> IMF Sends Fact-Finding Team to Ukraine, IMF, 5 mars 2014. <http://www.imf.org/external/pubs/ft...>. Les dernières missions du FMI en Ukraine se sont déroulées en février, en avril et du 17 au 29 octobre 2013.

[5] Ukraine : le pro-européen Arseni Iatseniouk désigné pour le poste de Premier ministre, HuffingtonPost avec AFP, 26/02/2014. <http://www.huffingtonpost.fr/2014/0...>

[6] 13 milliards de dollars seraient nécessaires rien que pour cette année. Renaud Vivien, Ukraine la nouvelle proie du FMI, <http://cadtm.org/Ukraine-la-nouvell...>

[7] Le rendement des obligations arrivant à échéance en avril subissaient une ascension fulgurante à près de 44,8%. (AFP, le 3 mars 2014).

[8] D'après El País, daté du 6 mars 2014, les actifs de 18 fonctionnaires ukrainiens responsables de détournements de fonds publics auraient aussi été gelés. Lucia Abellán, *Bruselas ofrece 11.000 millones a Ucrania para evitar la quiebra*.

[9] Ukraine : Arseni Iatseniouk dirigera un "gouvernement de kamikazes", latribune.fr, 27/02/2014. <http://www.latribune.fr/actualites/...>

[10] Ukraine : Le FMI "impressionné" par la volonté des autorités, AFP, 07 mars 2014. <http://www.lalibre.be/economie/actu...>

Copyright © 2014 Global Research